

L'offre de l'Europe sur le Ceta laisse Magnette sur sa faim

Le Parlement wallon se réunit ce vendredi matin pour prendre position.

FRÉDÉRIC ROHART

La pression est maximale sur le Parlement wallon, qui doit se réunir ce matin pour statuer sur le Ceta alors que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne doivent aborder le même sujet dans la matinée. Le gouvernement wallon a tenu une réunion d'urgence hier soir pour statuer sur les dernières propositions de la Commission européenne. Des discussions houleuses animaient toujours la réunion au moment d'écrire ces lignes,

alors que deux sources proches du Parti socialiste et au fait du dossier confiaient que ce que la Commission avait mis sur la table n'était pas suffisant pour répondre aux inquiétudes wallonnes. L'exécutif européen avait transmis jeudi après-midi ses dernières propositions pour tenter de déverrouiller le veto wallon. La Commission européenne n'envisage pas de modifier la substance du traité, ses propositions portent sur des notes interprétatives. *«La décision appartient au seul Parlement de Wallonie! La démocratie contre la technocratie...»* a tweeté le président de l'assemblée, André Antoine (cdH). Les Parlements de la Communauté française et de la Région bruxelloise doivent aussi s'exprimer.

Pression intense

Les ambassadeurs auprès de l'Union européenne se sont réunis en urgence en soirée sur le Ceta. La Région wallonne n'était pas représentée à leur table, mais le représentant permanent belge auprès de l'Union, François Roux, était en contact permanent avec Paul Magnette, le ministre-président wallon, pour affiner la position belge. *«Le Ceta pourrait être notre dernier accord commercial si nous ne parvenons pas à convaincre les gens que nous négocions pour protéger leurs intérêts»*, s'est inquiété le président du Conseil européen, Donald Tusk. Le Premier ministre Charles Michel (MR) a souligné la difficulté dans laquelle cette situation mettait la Belgique: *«C'est un moment délicat pour la Belgique, pour notre rôle dans les institutions européennes.»*

LIRE EN PAGE 9

«Le Ceta pourrait être notre dernier accord commercial.»

DONALD TUSK
PRÉSIDENT DU CONSEIL EUROPÉEN

Magnette veut maintenir le veto wallon au Ceta

Les dernières avances faites par la Commission européenne ne suffisent pas aux membres socialistes du gouvernement wallon. Le Parlement doit se réunir en urgence aujourd'hui.

FRÉDÉRIC ROHART

Le monde a les yeux tournés vers Namur, où le Parlement wallon se réunit ce matin pour évaluer les propositions de la Commission européenne visant à débloquent le veto des francophones belges à l'Accord économique et commercial global avec le Canada (Ceta). Alors que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne doivent aborder le sujet dans la matinée, les négociateurs wallons n'étaient pas satisfaits, hier soir, des propositions de la Commission. Celle-ci avait transmis jeudi après-midi ses dernières propositions pour tenter de déverrouiller le veto wallon. Les ambassadeurs de l'Union européenne ont tenu une réunion d'urgence en soirée sur le sujet. La Région wallonne n'était pas représentée à cette réunion, mais l'ambassadeur belge auprès de l'Union, François Roux, était en contact permanent avec Paul Magnette, ministre-président wallon, pour affiner la position belge, nous revient-il. Dans la foulée, une réunion du gouvernement wallon devait statuer. Des sources proches du Parti Socialiste indiquaient hier soir que le blocage devait se maintenir: les propositions de la Commission européenne ne suffisaient pas à rencontrer ses inquiétudes au sujet du Ceta. C'était sans compter sur le positionnement du législateur régional: *«La décision*

appartient au seul Parlement de Wallonie! La démocratie contre la technocratie...» a tweeté le président cdH du Parlement, André Antoine, peu avant la conférence de presse du gouvernement wallon. Techniquement, justement, c'est au gouvernement que revient la décision de refuser de donner au ministre des Affaires étrangères les pleins pouvoirs pour signer l'accord.

Isolé mais ferme

«Le Ceta pourrait être notre dernier accord commercial si nous ne parvenons pas à convaincre les gens que nous négocions pour protéger leurs intérêts», s'est inquiété le président du Conseil européen, Donald Tusk. *«J'espère que la Belgique va une fois de plus prouver qu'elle est championne pour créer des compromis»*, a-t-il ajouté.

En arrivant au Conseil européen, le Premier ministre Charles Michel a appelé la Région wallonne à trancher tout en soulignant la difficulté dans laquelle ce blocage mettait la Belgique: *«C'est un moment délicat pour la Belgique, pour notre rôle dans les institutions européennes.»*

Élément de pression supplémentaire: le président du Parlement européen, Martin Schulz, a souligné que les députés conservateurs (PPE) et les libéraux (ALDE) et les socialistes (S & D) du Parlement européen voteraient majoritairement en faveur du Ceta.

«La décision appartient au seul Parlement de Wallonie!»

ANDRÉ ANTOINE
PRÉSIDENT (CDH)
DU PARLEMENT WALLON